

MEDEF Actu-Eco - n° 300

Direction des Etudes

Semaine du 25 au 29 septembre 2017



SOMMAIRE

FRANCE

1. **Situation des entreprises au deuxième trimestre 2017** : maintien du taux de marge à 31,7% de la valeur ajoutée (1,8 point de moins qu'en 2007), montée en puissance de l'effort d'investissement
2. **Demandes d'emploi en août 2017** : 3 540 400 en catégorie A (+22 300 sur un mois, -9 500 sur un an), 5 646 000 en catégories A, B, C (44% depuis plus d'un an), durée moyenne d'inscription à Pôle Emploi de 583 jours
3. **Climat des affaires en septembre 2017** : indicateur au plus haut depuis avril 2011, rebond marqué dans le commerce de détail, et dans le commerce et réparation d'automobiles
4. **Confiance des ménages en septembre 2017** : troisième mois consécutif de repli, préoccupations accrues sur leur situation personnelle et sur le chômage
5. **Rapport annuel du FMI sur la France** : relèvement de la prévision de croissance pour 2017 (1,6%), nécessité de conduire « la totalité des réformes » pour à la fois relever la croissance potentielle, baisser structurellement le chômage et rééquilibrer les finances publiques

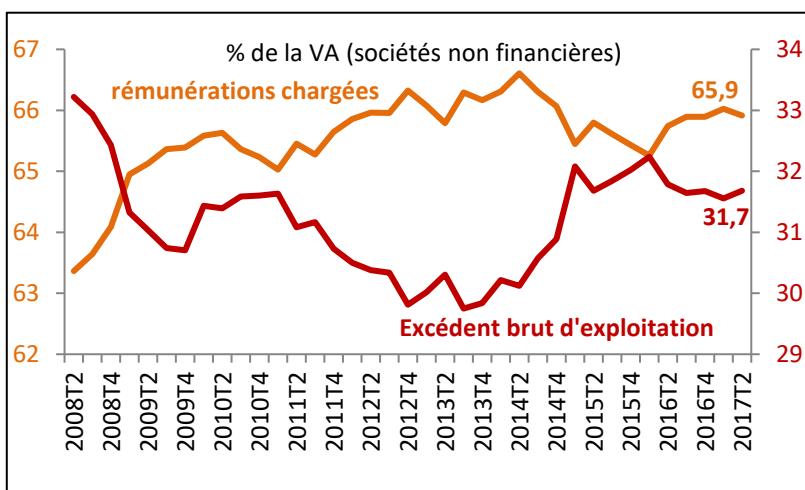
INTERNATIONAL

6. **Climat des affaires en Allemagne en septembre 2017** : deuxième mois consécutif de détérioration, indicateurs toujours historiquement élevés
7. **Tendance récente des marchés** : Poursuite de la hausse du pétrole, repli de l'euro face au dollar et au sterling, baisse de l'or

1. Situation des entreprises au deuxième trimestre 2017 : maintien du taux de marge à 31,7% de la valeur ajoutée (1,8 point de moins qu'en 2007), montée en puissance de l'effort d'investissement

* Selon la première estimation des comptes nationaux de l'INSEE, **la valeur ajoutée** des sociétés non financières s'est accrue de +1,0% au **deuxième trimestre 2017**, comme au premier. Elle a progressé de +3,2% sur un an. **Les rémunérations ont augmenté de +0,8%** (+0,9% pour les salaires et traitements bruts). Le montant

des **impôts sur la production nette de subventions** a augmenté de +0,5%. En conséquence, **l'excédent brut d'exploitation (EBE)** a progressé de +1,4% (+2,9% sur un an). Le **taux de marge** reste sur la ligne de 31,7% de la valeur ajoutée qui prévaut depuis le deuxième trimestre 2016. Il est inférieur de 1,8 point à celui de 2007.



Source : INSEE

***Le profit distribuable après impôts** a augmenté de +1,2% (+2,0% au premier trimestre) et de +4,7% sur un an. Cette hausse est imputable à l'autofinancement (+1,5% et +5,6% sur un an), les **revenus nets distribués** par les sociétés non financières (versés –

reçus), pour l'essentiel les dividendes, ayant quasiment stagné (+0,1% et +0,6% sur un an). Le profit distribuable après impôt s'est un peu redressé de 24,2% à **24,3% de la valeur ajoutée**.

Principaux ratios d'exploitation des sociétés non financières

% VA	Rémunérations chargées	dont salaires et traitements bruts	Impôts sur la production nets de subventions	Marge brute (EBE)	dont profit distribuable après impôts*	Distribution nette
2016 T2	65,7	49,7	2,5	31,8	23,9	4,4
2016 T3	65,9	49,9	2,5	31,6	23,9	4,5
2016 T4	65,9	49,9	2,4	31,7	24,0	4,4
2017 T1	66,0	50,0	2,4	31,6	24,2	4,4
2017 T2	65,9	49,9	2,4	31,7	24,3	4,3
2007	63,0	47,8	3,5	33,5	25,8	6,3
2015	65,6	49,5	2,5	31,9	23,6	4,3
2016	65,7	49,7	2,5	31,8	24,1	4,4
2017 S1	66,0	50,0	2,4	31,6	24,3	4,3

Source : INSEE / (*) épargne brute (autofinancement) + distribution nette

* Les **investissements** des sociétés non financières ont augmenté de +1,3 % au deuxième trimestre 2017, de sorte que leur taux d'investissement a continué de se redresser à 23,8% de la valeur ajoutée. Dans le même temps, leur **épargne brute** (autofinancement) s'est accrue de +1,5 %, soit 20% de la valeur ajoutée, niveau qui dépasse

un peu celui de 2016, lui-même supérieur à celui de 2007.

Au total, le **taux d'autofinancement** (autofinancement / investissement) s'est établi à 83,9%, largement au dessous de son niveau moyen des années d'avant crise (2000-2007).

Investissements et autofinancement (sociétés non financières)

% VA	Epargne brute (A)	investissement (B)	taux d'autofinancement (A/B)
2016 T2	19,5	23,3	83,7
2016 T3	19,4	23,3	83,3
2016 T4	19,6	23,4	83,7
2017 T1	19,9	23,7	83,7
2017 T2	20,0	23,8	83,9
2007	19,5	22,6	86,2
2015	19,3	22,9	84,5
2016	19,6	23,3	84,2
2017 S1	19,9	23,8	83,8

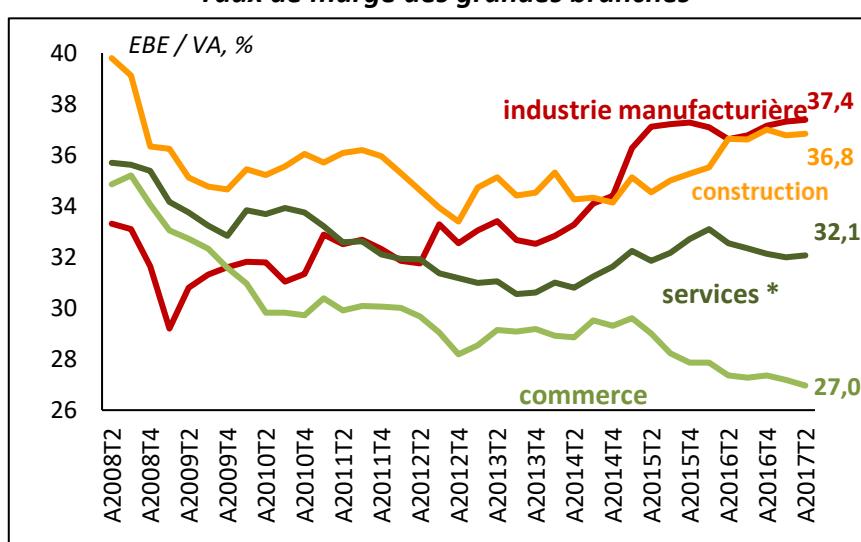
Source :INSEE

* Le taux de marge a évolué de façon différente d'une branche à l'autre au deuxième trimestre 2017.

Dans l'*industrie manufacturière*, il continue de s'améliorer depuis l'automne 2016, pour atteindre 37,4% de la valeur ajoutée, nettement au-dessus de son niveau moyen de

2007 (34,9%). Dans la *construction*, le taux de marge plafonne à 36,8%, niveau inférieur à celui de 2007 (37,3%). Dans le *commerce*, il continue de s'effriter à 27% (33,2% en 2007). Enfin, dans les *services principalement marchands (hors services financiers et immobiliers)*, le taux de marge est resté quasiment stable, à 32,1% (36,1% en 2007).

Taux de marge des grandes branches



Source : INSEE / (*) services principalement marchands hors services financiers et immobiliers

2. Demandes d'emploi en août 2017 : 3 540 400 en catégorie A (+22 300 sur un mois, -9 500 sur un an), 5 646 000 en catégories A, B, C (44% depuis plus d'un an), durée moyenne d'inscription à Pôle Emploi de 583 jours

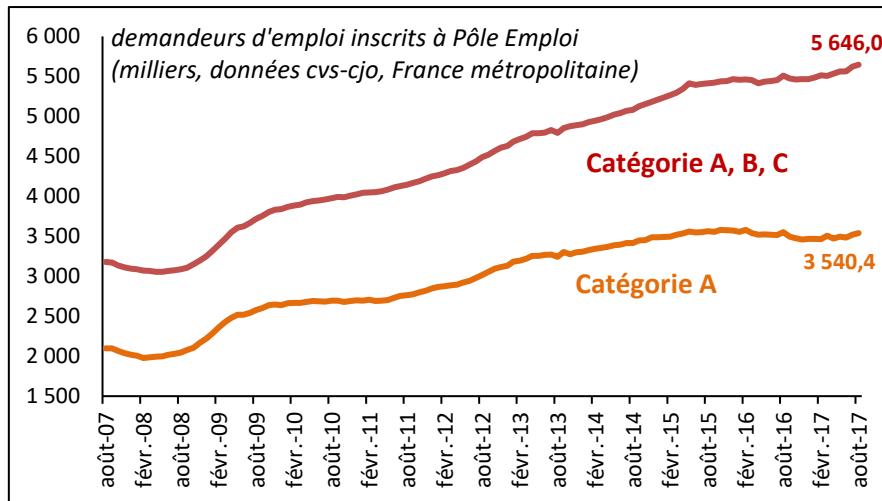
* *Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégorie A (sans aucune activité) en France métropolitaine a augmenté en août 2017 de +22 300 personnes (+0,6%), après +1% en juillet et -0,3% en juin. Le nombre de demandeurs d'emploi de la catégorie A en France métropolitaine s'établit désormais à 3 540 400 personnes.*

Cette hausse des demandeurs d'emploi en août a concerné plus les femmes (+ 1,0%) que les hommes (+0,3%), et toutes les tranches d'âge

(+0,4% pour les moins de 25 ans, +0,8% pour les 25-49 ans, +0,4% pour les 50 ans ou plus).

Le nombre total des demandeurs d'emploi - catégories A + catégories B et C (demandeurs en activité réduite) - s'est accru de +24 600 (+0,4%) pour s'établir à 5 646 000 personnes.

* *Pour la France entière* (métropole et DROM), le nombre de demandeurs d'emploi de la catégorie A s'est accru +24 200 personnes (+0,6%) pour atteindre 3 799 400. La hausse a été de +26 900 pour l'ensemble des catégories A, B, C (5 953 000).



Source : Dares

* *Sur les trois derniers mois connus* (entre mai et août 2017), le nombre de demandeurs d'emploi de la catégorie A en France métropolitaine a augmenté de **+46 300 personnes**, (+85 200 pour l'ensemble des catégories A, B et C).

Par région, l'évolution sur trois mois des demandeurs de **catégorie A en France métropolitaine** a été très contrastée : repli de -0,6% en Corse et -0,4% dans le Grand Est ; hausse comprise entre +0,1% et +0,9% dans les régions Bourgogne-Franche-Comté, Nouvelle-Aquitaine et Hauts de France ; hausse comprise entre 1 et 2% Provence-Alpes-Côte d'Azur, Centre-Val de Loire et Pays de la Loire, Normandie et Auvergne-Rhône-Alpes ; hausse supérieure à 2% en Bretagne, Île-de-France et Occitanie. Le nombre des demandeurs en **catégories A, B et C** a

augmenté dans toutes les régions, de +0,1% en Corse à +2,3% en Pays de la Loire.

Les **départements et régions d'Outre-mer** ont enregistré une augmentation de +0,9% des demandes de catégorie A, de +0,2% en Réunion à +1,9% en Guadeloupe.

* *Entre août 2016 et août 2017, le nombre de demandeurs de la catégorie A en France métropolitaine a diminué de -9 500 personnes, soit -0,3% (+137 500 pour l'ensemble des catégories A, B et C). Cette évolution sur un an recouvre une baisse de -1,9% chez les hommes et un accroissement de +1,5% chez les femmes ; un recul de -5,2% chez les moins de 25 ans et de -0,5% chez les 25-49 ans, une hausse de +3,1% chez les 50 ans et plus.*

Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégorie A en août 2017 (France métropolitaine)

	Niveau	Evolution sur un mois		Evolution sur un an	
	milliers	milliers	%	milliers	%
Hommes	1822,5	+5,2	+0,3	-35,1	-1,9
Femmes	1717,9	+17,1	+1,0	+25,6	+1,5
Moins 25 ans	488,2	+1,9	+0,4	-26,9	-5,2
25 à 49 ans	2130,7	+16,9	+0,8	-10,2	-0,5
50 ans ou plus	921,5	+3,5	+0,4	+27,6	+3,1
Ensemble	3540,4	+22,3	+0,6	-9,5	-0,3

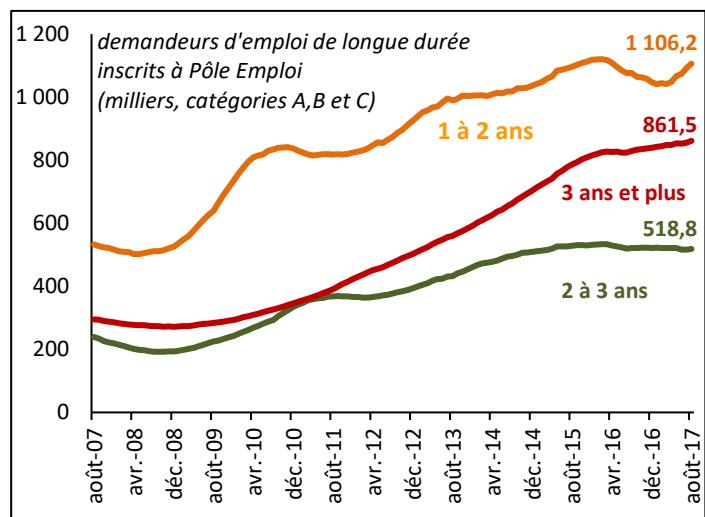
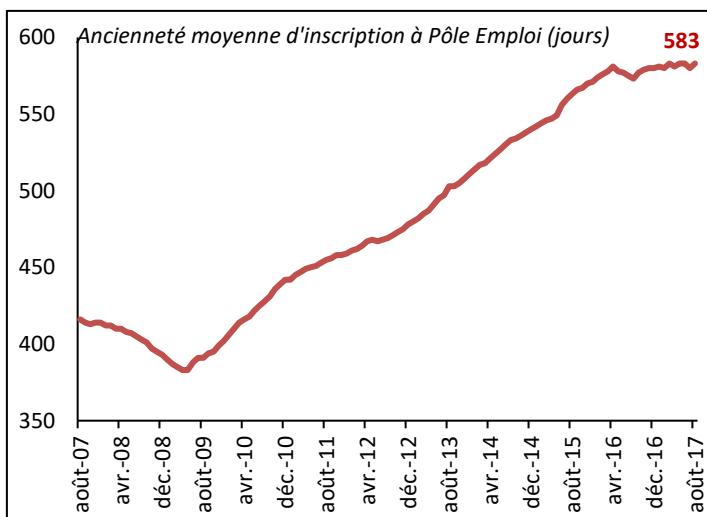
Source : Dares

* La **durée moyenne d'inscription à Pôle emploi** pour l'ensemble des catégories A, B et C s'est allongée en août 2017 (+3 jours après -3 jours le mois précédent) pour s'établir à **583 jours**, son **plus haut niveau historique** atteint en mars puis en mai-juin 2017.

* En août 2017, le nombre de **demandeurs d'emploi de longue durée (supérieure à un an)** a augmenté de +22 300 sur un mois (+0,9%), pour atteindre **2 486 500** personnes, et de +58 700 sur un an (+2,4%). Ils représentent **44,0% des**

demandeurs toutes catégories confondues en France métropolitaine.

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi depuis **1 à 2 ans** a augmenté de +14 200 personnes (+28 800 sur un an). Ceux inscrits depuis **2 à 3 ans** ont augmenté de +2 400 personnes (-2 200 sur un an), et ceux inscrits depuis **3 ans ou plus** ont augmenté de +5 700 sur un mois (+32 100 sur un an) pour représenter **861 500 personnes** (35 % des chômeurs de longue durée), contre 829 400 un an plus tôt.



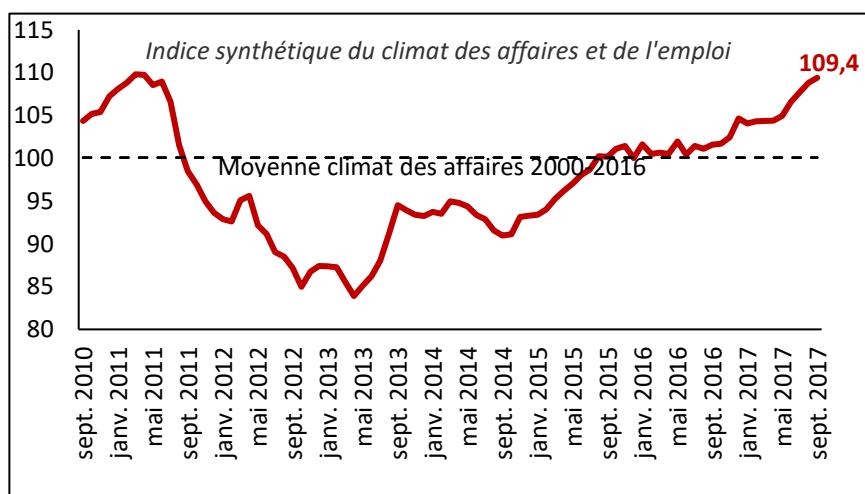
Source : Dares

3. Climat des affaires en septembre 2017 : indicateur au plus haut depuis avril 2011, rebond marqué dans le commerce de détail, et dans le commerce et réparation d'automobiles

*Selon les dernières enquêtes de conjoncture de l'INSEE, *le climat des affaires en France a continué de s'améliorer en septembre 2017* pour le cinquième mois consécutif. L'indicateur synthétique calculé à partir des réponses des chefs d'entreprise des principaux secteurs d'activité s'est en effet établi à 109,4 (+0,6 point sur un mois). Il se situe neuf points au-dessus de sa moyenne de long terme. *Le climat des affaires*

atteint désormais un niveau inédit depuis avril 2011.

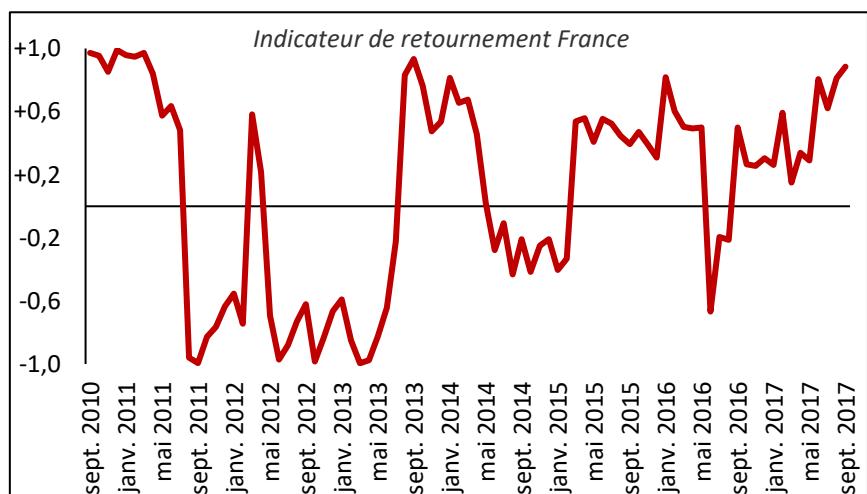
Après deux mois consécutifs de baisse, *l'indicateur du climat de l'emploi a rebondi (+1,7 points)* « essentiellement du fait de la hausse du solde d'opinion sur l'emploi prévu dans les services hors intérim ».



Source : INSEE

* *L'indicateur de retournement* pour l'ensemble de l'économie est demeuré dans « la zone indiquant un climat conjoncturel favorable » (0,9 après 0,8 en juillet). Compris entre -1 et +1, cet

indicateur permet d'apprécier le caractère favorable (proche de +1) ou défavorable (proche de -1) de la conjoncture française ainsi que les zones d'incertitudes (bornes -0,3 et +0,3).



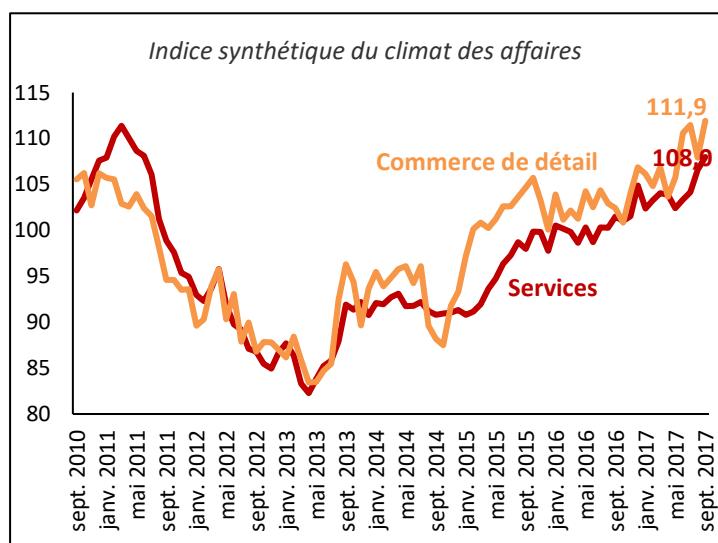
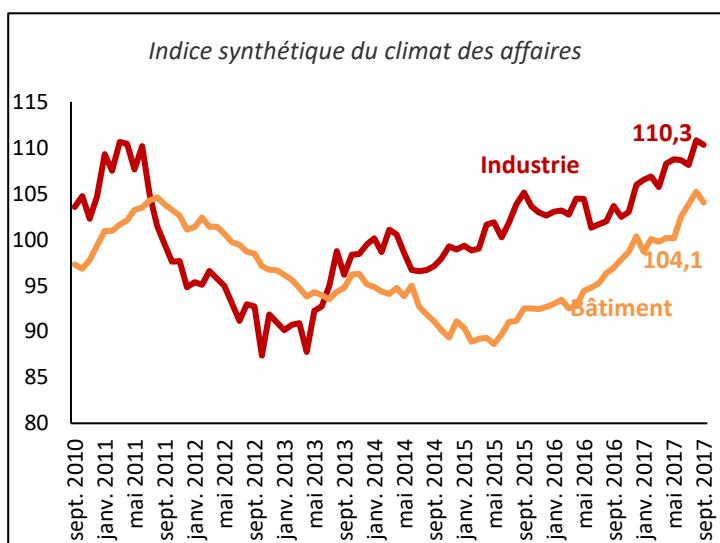
Source : INSEE

* Cette nouvelle amélioration du climat des affaires s'explique principalement par **le rebond de l'indicateur du climat dans le commerce de détail et dans le commerce et la réparation automobile** (+4,0 points après -3,5 en août). Il est actuellement à « *son plus haut niveau depuis début 2008* ». Les chefs d'entreprise ont été moins nombreux qu'en août à déclarer une hausse de leur activité passée, mais **leurs anticipations se sont améliorées** : le solde d'opinion relatives aux **perspectives générales d'activité** se sont redressés (+6 points), de même que ceux ayant trait aux **ventes prévues** (+6 points) et aux **intentions de commandes** (+11 points). Plus précisément, **le climat s'est amélioré dans le commerce de détail** (indicateur à 106 après 103 en août et 104 en juillet) et est **demeuré « très favorable » dans le commerce et la réparation automobile** (15 points au-dessus de sa moyenne de long terme).

Dans les services, le climat des affaires s'est amélioré en septembre (+1,4 point) pour le quatrième mois consécutif. Cette progression s'explique notamment par la hausse du solde d'opinion des chefs d'entreprise interrogés sur leur activité passée (+2 points après déjà +4 points en août). Les soldes sur l'activité et la demande prévues se sont maintenus à un niveau élevé (respectivement 5 et 7 points au-dessus de leur moyenne de long terme).

Après avoir augmenté de +2,7 points en août, **l'indice de climat a marqué le pas dans l'industrie manufacturière (-0,5 point)**. L'opinion des industriels sur leur production passée s'est nettement dégradée (-10 points) après la forte hausse du mois dernier (+12 points) mais reste au-dessus de sa moyenne de long terme. **Ils sont en revanche demeurés très optimistes sur les perspectives générales de production** (+3 points, plus haut niveau depuis octobre 2000) **et leurs perspectives personnelles** (+4 points), de même que sur **leurs carnets de commandes globaux (+2 points)**. Par sous-secteurs, le climat s'est légèrement amélioré dans l'industrie des biens d'équipement (*machines et équipements* en particulier) et s'est maintenu dans les *matériels de transport* et les « *autres industries* ». En revanche, il s'est dégradé dans l'industrie agroalimentaire du fait « *essentiellement d'une forte baisse des soldes sur la production passée et dans une moindre mesure, des perspectives personnelles de production* ».

Enfin dans **l'industrie du bâtiment, le climat est resté stable**. Si « *nettement plus d'entrepreneurs signalent une hausse de leur activité passée* » (+5 points), le solde d'opinion sur l'activité prévue s'est replié (-4 points).

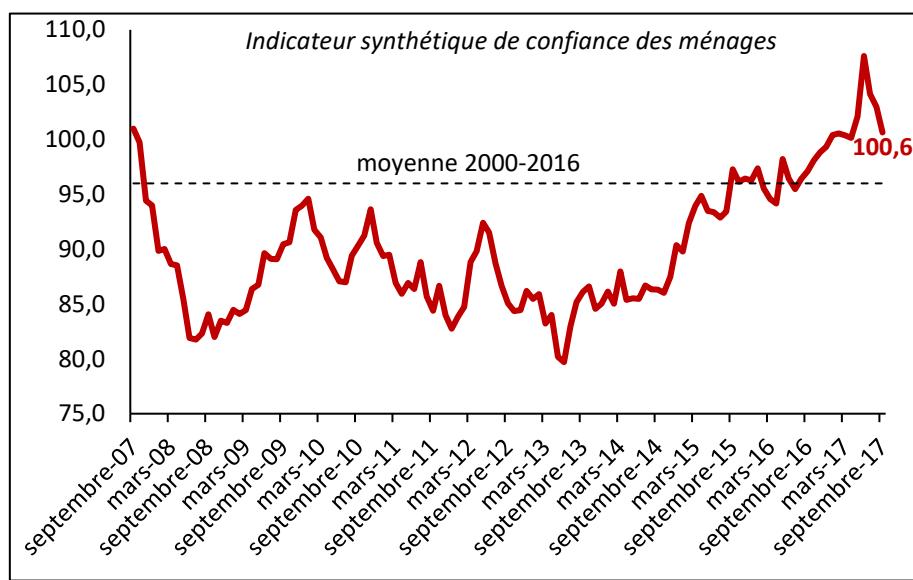


Source : INSEE

4. Confiance des ménages en septembre 2017 : troisième mois consécutif de repli, préoccupations accrues sur leur situation personnelle et sur le chômage

* Selon la dernière enquête de l'INSEE, *la confiance des ménages a continué de se dégrader en septembre 2017 pour le troisième mois consécutif*. L'indicateur qui la synthétise a diminué de -2,4 points (après -1,2 en août) pour s'établir à

100,6 au-dessus toutefois de sa moyenne de longue période. Sur les *trois derniers mois*, *l'indicateur a diminué de -7,0 points* après avoir atteint un plus haut depuis dix ans en juin.



Source : INSEE

*Concernant le « contexte économique », *l'opinion des ménages sur le niveau de vie en France* s'est dégradée en septembre : elle recule de -1,0 point pour le niveau de vie passé, comme en août (indice néanmoins toujours au plus haut depuis début 2003), et plus encore pour les perspectives d'évolution du niveau de vie (-2,8 points). *Sur ce dernier indicateur, l'opinion des ménages a diminué de -22,0 points au cours des trois derniers mois et se rapproche de plus en plus de son niveau de long terme.*

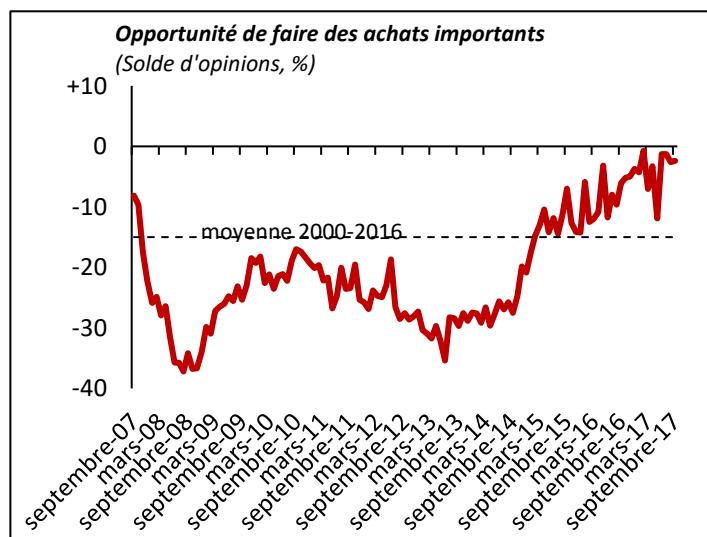
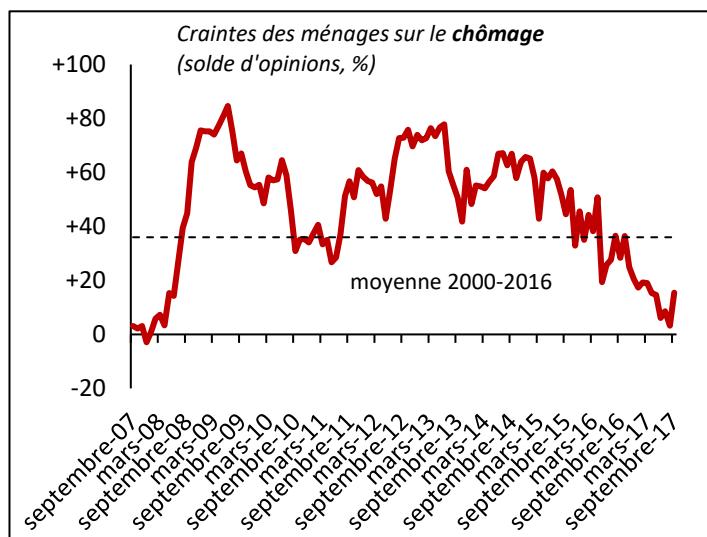
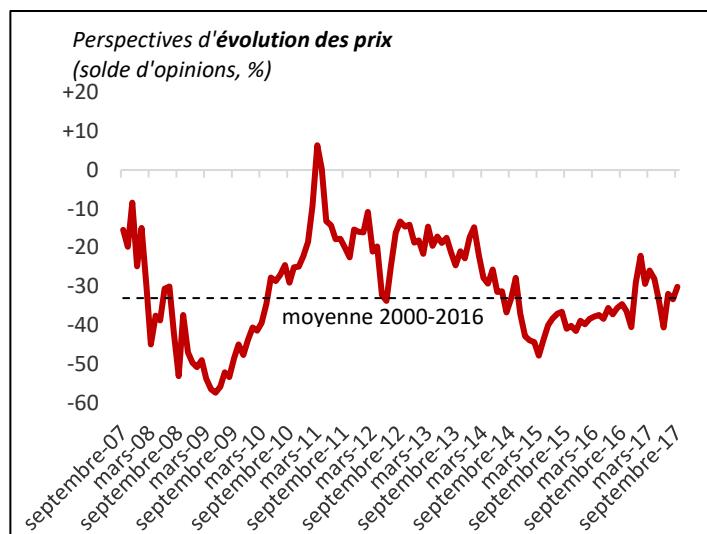
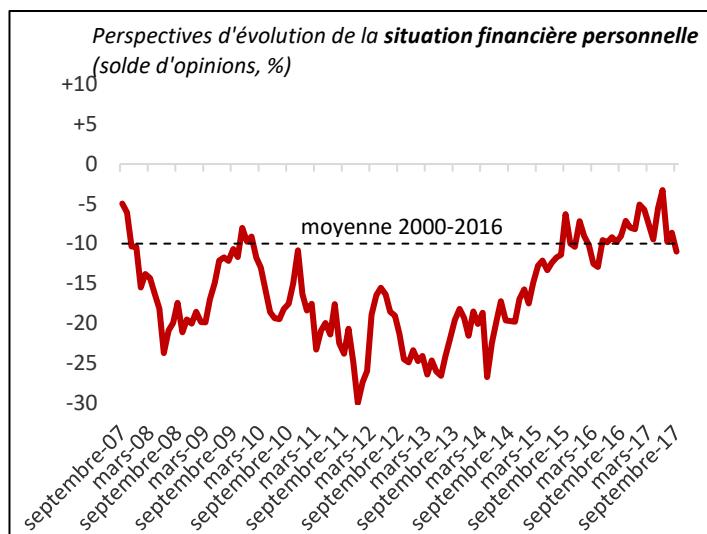
Dans le même temps, leurs « *craines concernant le chômage* » sont « *en nette recrudescence* » (+12,3 points) même si l'indice demeure en dessous de sa moyenne de long terme.

Enfin, la proportion des ménages estimant que *les prix* ont augmenté au cours des douze derniers est sensiblement identique à celle d'août, tandis que celle anticipant une hausse des prix au cours des douze prochains mois a augmenté (+3,0 points).

* S'agissant de leur « situation personnelle », la perception qu'ont les ménages de leur *situation financière future s'est dégradée*, le solde d'opinion ayant reculé de -2,4 points (s'éloignant de fait de sa moyenne de longue période). La perception qu'ils ont de leur *situation financière passée a également chuté* (-3,9 points) : sur les trois derniers mois, ce solde d'opinion s'est replié de -7,5 points.

La proportion des ménages estimant qu'il est « *opportun de faire des achats importants* » est restée stable en septembre. Celle estimant qu'il est « *opportun d'épargner* » s'est en revanche repliée (-3,2 points après déjà -1,5 en août).

Enfin le solde d'opinion des ménages sur leur *capacité d'épargne actuelle* a diminué pour le troisième mois consécutif (-1,7 point et -3,9 sur trois mois) tout comme celui sur leur *capacité future* (-2,4 points après +2,4 en août).



Source : INSEE

5. Rapport annuel du FMI sur la France : relèvement de la prévision de croissance pour 2017 (1,6%), nécessité de conduire « la totalité des réformes » pour à la fois relever la croissance potentielle, baisser structurellement le chômage et rééquilibrer les finances publiques

* Le FMI a publié le 21 septembre *son rapport annuel sur la France au titre de l'article IV de ses statuts* (en vertu de ce dernier, le Fonds engage des discussions bilatérales avec les responsables de pays chaque année, collecte des informations économiques et financières et procède à des visites

Ce rapport fait suite à la *Mission de consultation* menée en juillet dernier où, le FMI saluait « *l'ambitieux programme de réformes du gouvernement* ». Il met l'accent sur *l'application concrètes des réformes*, notamment celles concernant « *la stratégie budgétaire envisagée par le gouvernement et les réformes du marché du travail* » et leur impact potentiel sur l'économie française durant toute la durée du nouveau quinquennat.

* Selon le Fonds, « *la reprise ne cesse d'accélérer et la croissance économique devrait atteindre 1,6% en 2017 et 1,8% en 2018* » (contre +1,5% et +1,7% lors de son estimation de juillet) si le gouvernement conduit effectivement l'ensemble des mesures et réformes annoncées. Cette accélération résultera du *rétablissement progressif des exportations nettes* dont la contribution au PIB serait de -0,3% en 2017 et de 0,0% en 2018 après -0,8% en 2016. *L'investissement total progresserait* en 2017 au même rythme qu'en 2016 (+2,9%) avant d'accélérer en 2018 (+3,1%). *La consommation*

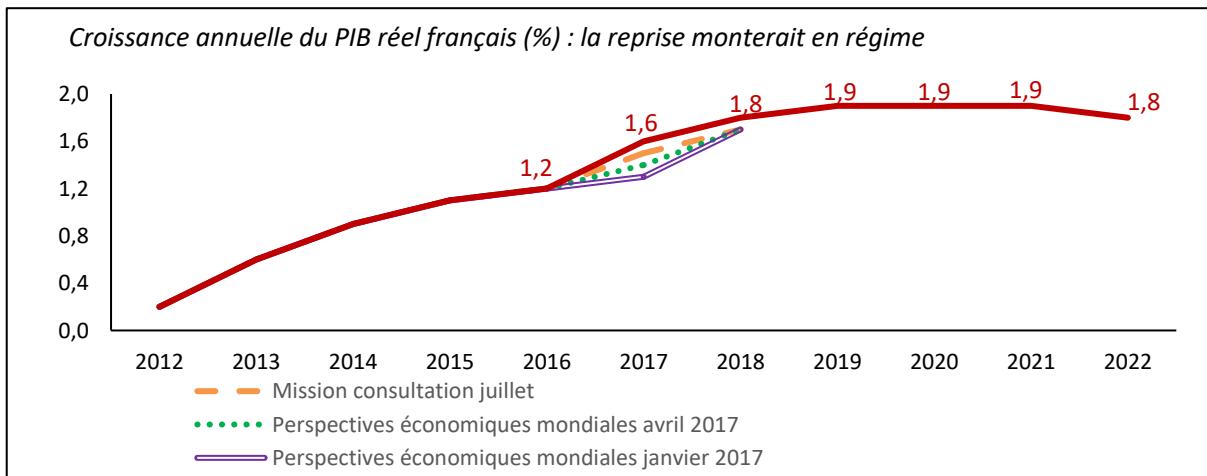
ralentirait nettement en 2017 (+1,2% après 2,2% en 2016) puis accélérerait en 2018 (+1,6%).

Depuis le début de l'année, le FMI n'a cessé de réviser à la hausse sa prévision de croissance pour l'exercice en cours : en janvier, il prévoyait une croissance de 1,3%, puis de 1,4% en avril et enfin de 1,5% en juillet. La nouvelle prévision de 1,6% est proche de celle du gouvernement et de la Banque de France. *Elle demeure néanmoins inférieure à celle de l'OCDE* (1,8%).

Pour 2018, c'est la première fois que le FMI révise la croissance à la hausse (1,8%, contre 1,7% précédemment).

A moyen terme, pour autant que le gouvernement mette effectivement en œuvre l'ensemble des réformes et mesures annoncées, le FMI prévoit une montée en régime de la croissance française qui atteindrait 1,9% en 2019, 2020 et 2021 avant de légèrement ralentir en 2022 (1,8%).

La croissance potentielle (celle qui peut être atteinte lorsque les capacités de production tournent à plein régime sans surchauffe) atteindrait pour sa part 1,5% d'ici la fin du quinquennat (contre 1% en 2014, 2015 et 2016 selon le FMI). Elle ne serait que de 1,3% à l'horizon 2022 dans l'hypothèse d'absence de réformes structurelles, la croissance étant alors soutenue dans le scénario du FMI par une aggravation du déficit et de la dette publics.

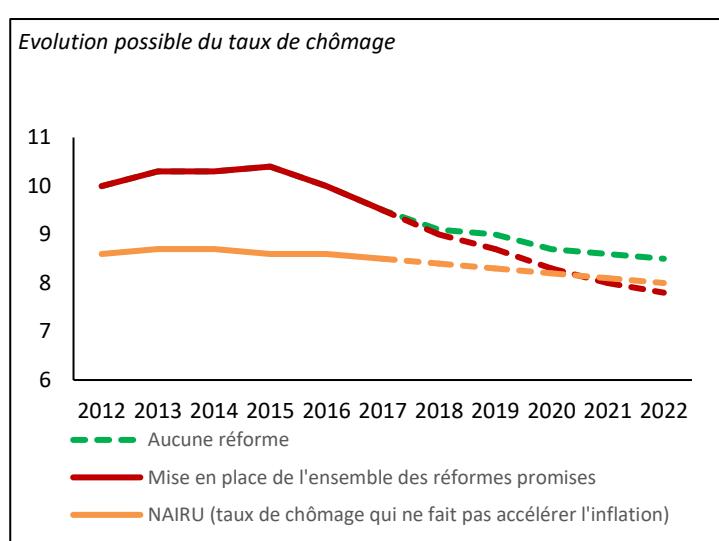
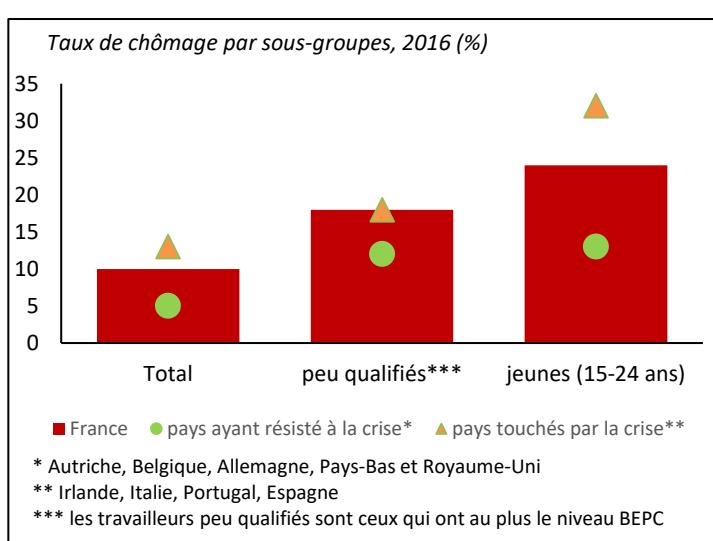


Source : FMI, Article IV, septembre 2017

* *S'agissant de l'emploi*, le FMI rappelle que *le taux de chômage français*, relativement élevé, *a pour cause principale des « rigidités structurelles »* qui le rendent « peu sensible à l'évolution du cycle des affaires ». Par ailleurs, selon les simulations économétriques menées par les experts du Fonds, « *la probabilité d'être au chômage en France est élevée pour les populations jeunes et peu qualifiées* ». A cet égard, le graphique ci-dessous établi par le FMI montre l'impact positif des réformes sur la capacité des pays de résister à la crise et donc à contenir le chômage des catégories les plus vulnérables.

Dans ce contexte, le FMI salue notamment les ordonnances présentées le 31 août dernier par le

gouvernement de même que les réformes à venir sur la formation professionnelle et l'apprentissage. Ces réformes, conjuguées à la reprise économique, devraient engendrer une « *baisse lente et modérée* » du taux de chômage qui passerait progressivement sous la barre des 8,0% de la population active d'ici 2022 pour s'établir à 7,8%. A noter qu'il passerait alors sous le NAIRU (acronyme anglais utilisé par les économistes pour désigner le taux de chômage compatible avec une inflation stable) qui correspond peu ou prou au taux de chômage structurel qui peut être atteint dans un pays. En revanche, dans le cas où aucune réforme majeure ne serait menée, le taux de chômage s'établirait à 8,5% de la population active en 2022.

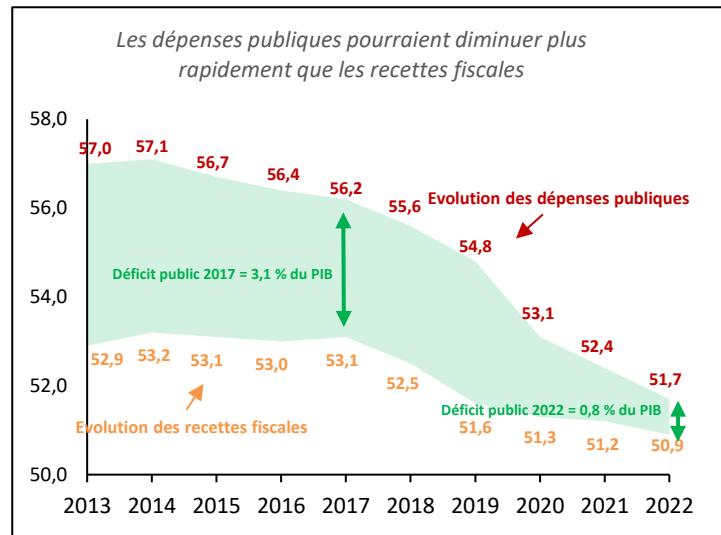
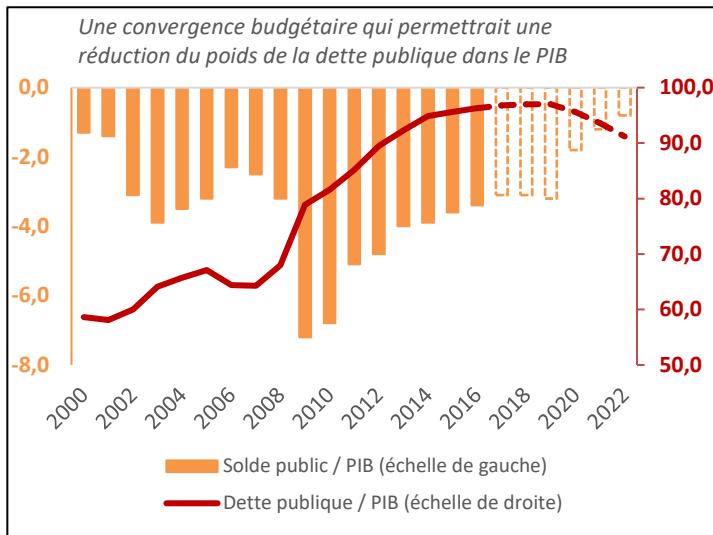


Source : FMI, Article IV, septembre 2017

* *Les conclusions du FMI sur les finances publiques françaises sont globalement satisfaisantes* : « la trajectoire graduelle d'assainissement budgétaire proposée par le gouvernement est appropriée » et « contribuerait à placer la dette – qui s'approche de 100% du PIB – sur une trajectoire descendante sans trop compromettre la reprise économique ». Le FMI rappelle que *la France est encore l'un des seuls pays en zone euro à faire l'objet d'une procédure pour déficit excessif* de la part de la Commission européenne.

Selon le Fonds, *la stratégie de réduction des dépenses publiques de plus de quatre points d'ici à 2022 est appropriée*, et *des mesures fortes doivent être prises dès à présent* compte tenu notamment des « *dérapages constatés par l'audit de la Cour des Comptes* » en juillet dernier.

Si l'ensemble des réformes sont effectivement conduites, *la France pourrait afficher en 2022 un déficit public de -0,8% du PIB et une dette publique de 91,2% du PIB*. Le FMI souligne qu'un tel ajustement constitue « *un effort exceptionnel avec des risques de mise en œuvre significatifs* ».



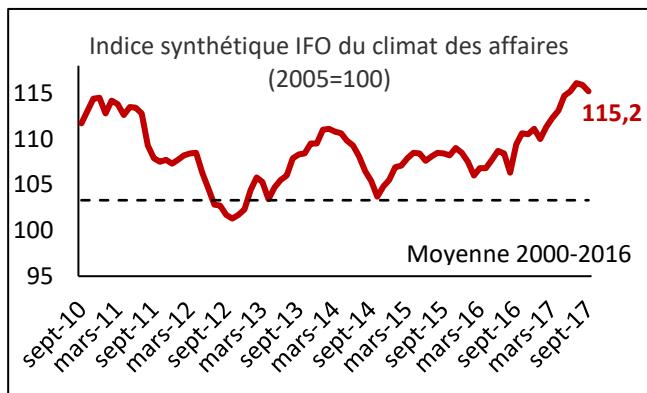
Source : FMI, Article IV, septembre 2017

* Enfin, le FMI note que les propositions de réformes de l'impôt sur les sociétés (de 33,3% à 25,0%) et des revenus du capital devraient stimuler **la compétitivité et l'investissement des entreprises**. Toutefois, insiste-t-il, la France devra

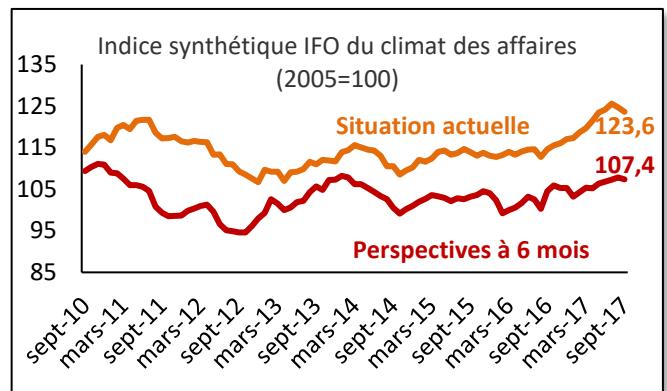
simultanément « **poursuivre les efforts destinés à simplifier la réglementation des entreprises et à stimuler la concurrence dans le secteur des services** ».

6. Climat des affaires en Allemagne en septembre 2017 : deuxième mois consécutif de détérioration, indicateurs toujours historiquement élevés

* Le climat des affaires dans la construction, l'industrie et le commerce en Allemagne a continué de se détériorer en septembre 2017, pour le deuxième mois consécutif. *L'indicateur synthétique IFO a en effet diminué de -0,7 point*



par rapport à celui d'août pour s'établir à 115,2. Il demeure toutefois au-dessus de sa moyenne de longue période (103,3 entre 2000 et 2016) à des niveaux historiquement hauts.



Source : IFO

* Cette détérioration du climat des affaires s'explique à la fois par *la nouvelle dégradation de la perception des entreprises à la fois de leur « situation actuelle » et de l'activité pour les six mois à venir*. L'indice correspondant à « la situation actuelle » a reculé pour le deuxième mois consécutif (-1,1 point) après avoir augmenté sans cesse entre septembre 2016 et juillet 2017 pour atteindre alors un pic historique. L'indice correspondant aux anticipations d'activité s'est replié de -0,4 point pour s'élever à 107,4, (plus haut depuis le premier trimestre 2014).

* Cette *moins bonne orientation du climat* des affaires allemand a concerné essentiellement les secteurs de *l'industrie manufacturière* et du *commerce de gros* :

- dans *l'industrie manufacturière*, l'indice du climat des affaires a baissé de -2 points. Si elle demeure encore relativement favorable, l'opinion des industriels sur leur situation actuelle s'est dégradée. Il en va de même pour leurs anticipations à six mois qui, bien qu'un peu moins bien orientée en septembre par rapport au mois d'août, demeurent sur une tendance positive ;

- la détérioration du climat des affaires dans le *commerce de gros* s'explique par une dégradation de la composante « situation

actuelle » et de celle des « anticipations d'activité à six mois » ;

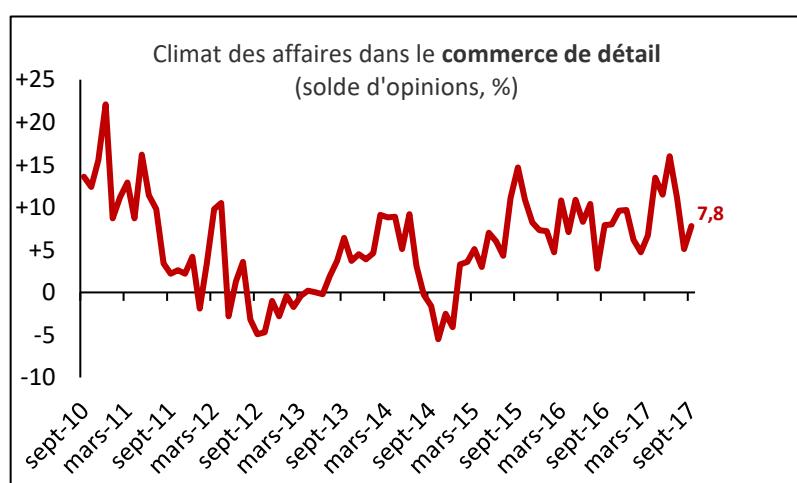
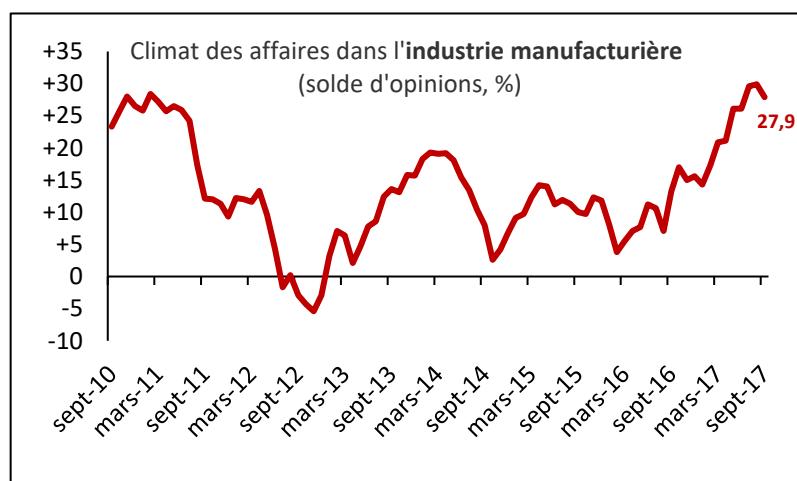
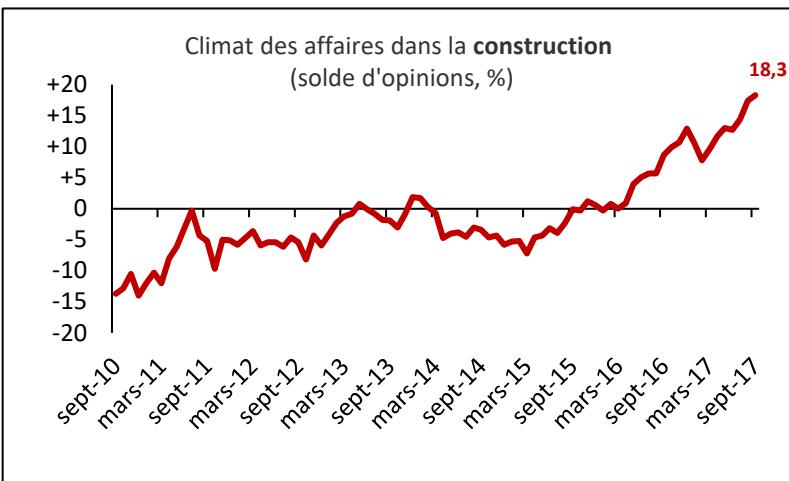
Dans la *construction*, l'indicateur du climat a légèrement *progressé* (+0,9 point après +3,0 points en juillet) *pour atteindre un nouveau plus haut historique*. Les entrepreneurs du secteur se sont déclarés satisfaits de leurs conditions actuelles et de plus en plus optimistes sur leur activité prévue.

Enfin dans le *commerce de détail*, l'indice du climat des affaires a *rebondi* (+2,7 points) *après deux mois consécutifs de sévère contraction* (-6,0 en août et -4,9 en juillet).

*

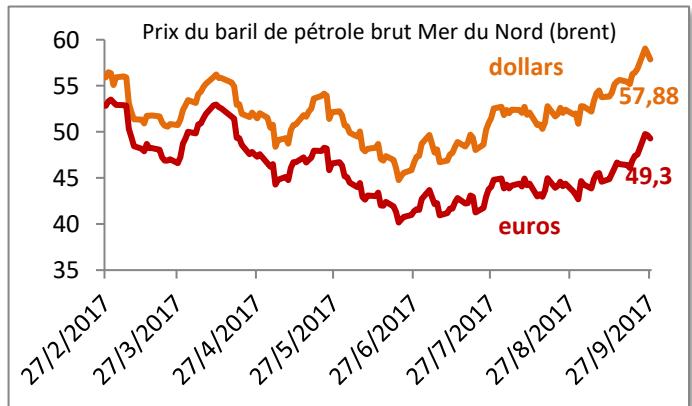
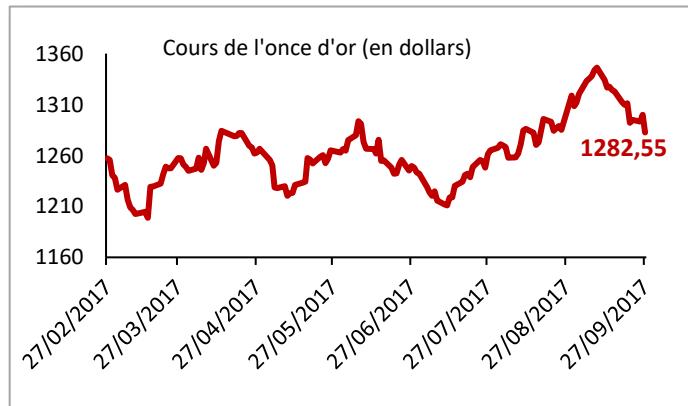
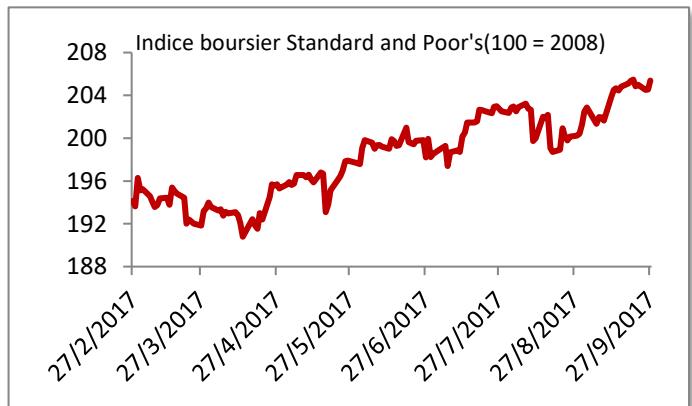
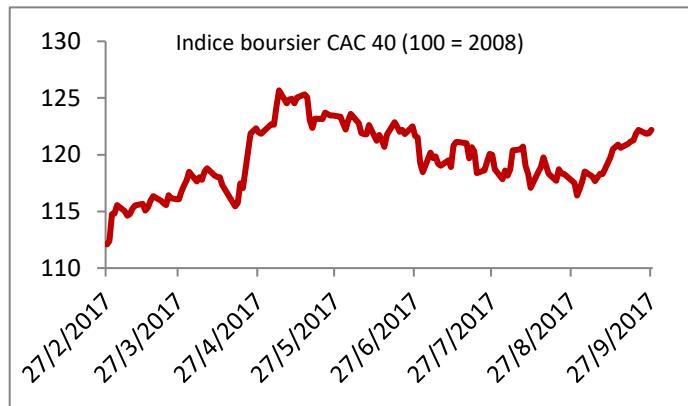
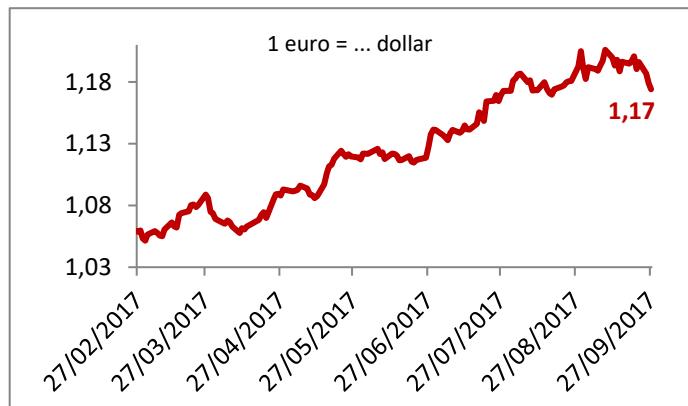
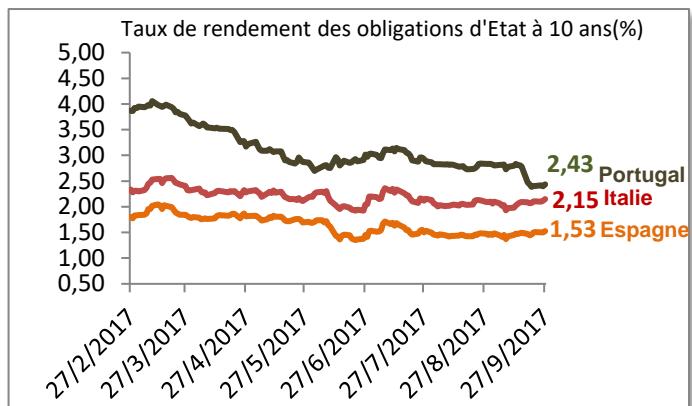
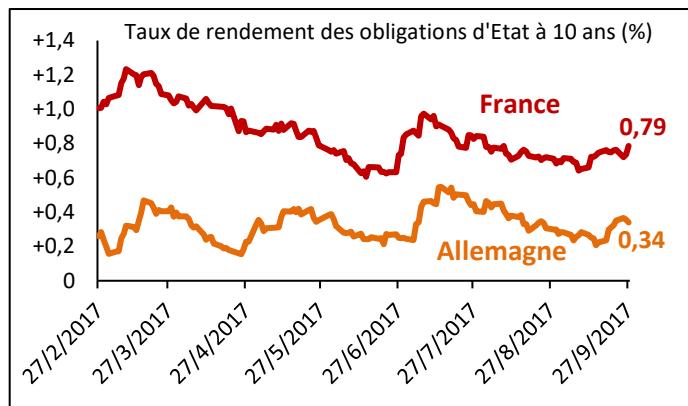
La nouvelle détérioration du climat des affaires en Allemagne suggérée par l'enquête IFO de septembre n'est pas confirmée par la première estimation des indices PMI publiés par Markit Economics. Dans le secteur manufacturier, l'activité aurait accéléré (PMI à 60,6 après 59,0 en août) de même que dans les services (PMI à 55,6 après 54,7).

Selon Markit, « les PMI de septembre démontrent que l'activité économique dans le secteur privé allemand demeure très solide (...) et correspond à un niveau de croissance du PIB de +0,7% pour le troisième trimestre ».



Source : IFO

7. Tendance récente des marchés : Poursuite de la hausse du pétrole, repli de l'euro face au dollar et au sterling, baisse de l'or



Contact : abenhamou@medef.fr

Rédaction achevée le 28 septembre 2017

La Météo de l'éco - Prenez la température de l'économie française en quelques clics, avec 30 indicateurs

► Connectez-vous sur www.meteodeleco.fr
► ou téléchargez l'application gratuitement sur :

